

Lycées: les "référents égalité" manquent à l'appel, selon une association

Paris, 8 nov. 2021 (AFP) -

Une minorité des lycées en France se sont dotés d'un "référent égalité", censé promouvoir l'égalité des sexes et la lutte contre les violences sexistes, a dénoncé lundi le collectif féministe [#NousToutes](#), qui demande au gouvernement de "faire appliquer la loi".

La nomination de ces référents, chargés de "diffuser une culture de l'égalité au sein de l'école", est pourtant obligatoire depuis 2018, rappelle l'association, qui a contacté un millier de lycées (soit un quart des établissements en France) pour vérifier si cette contrainte était respectée.

Sur 978 lycées contactés par téléphone et ayant donné suite, 258 n'ont pas su dire s'ils avaient désigné un tel référent, et parmi les autres, 68% ont répondu "non" et 32% "oui".

"Dans l'immense majorité des lycées français, la loi n'est donc pas appliquée. La lutte contre les violences, encore une fois, passe à la trappe", a déploré l'association.

Les militantes de [#NousToutes](#) ont voulu mener cette enquête après avoir été sollicitées sur les réseaux sociaux par des "dizaines" de lycéens, confrontés à des situations "d'inégalité, d'agressions, de harcèlement" au sein de leur établissement et qui ne "savaient pas vers qui se tourner".

Dans les cas où le lycée a nommé un référent, ce dernier - parfois un conseiller principal d'éducation (CPE), parfois un professeur -, a indiqué aux militantes qu'il ne disposait pas de ressources dédiées, ni d'heures de délégation, pour remplir sa mission.

Les référents "devraient pouvoir jouer un rôle essentiel", notamment pour "lutter contre les stéréotypes de genre, qui ont tendance à s'ancrer à l'adolescence", mais également pour accompagner les élèves victimes de violences sexistes ou sexuelles, pointe l'association.

A en juger par certaines réponses données par les lycées, ce dossier semble en tout cas loin d'être prioritaire pour certains établissements.

Contacté par l'AFP, le ministère de l'Education nationale n'avait pas réagi lundi en début d'après-midi.

ab/bfa/ide

Afp le 08 nov. 21 à 15 57.

